

Qui, au gouvernement, défend les femmes?

Montréal, le 6 octobre 2014 – À quelques heures d'une rencontre avec le Secrétariat à la Condition féminine (SCF) sur la révision de programmes du gouvernement du Québec en l'absence de la ministre à la Condition féminine, les regroupements nationaux ont décidé de rendre public leurs soucis quant aux orientations du gouvernement.

Les regroupements nationaux des groupes de femmes du Québec se demandent qui au sein du gouvernement défend les intérêts des femmes. Le saccage des services publics ne fera qu'empirer la situation des femmes. « Les coupures actuelles et la révision de programmes impliquent une nette régression sur les avancées des trente dernières années du féminisme » dénoncent les regroupements. « Le gouvernement ne semble ni documenter ni se soucier des impacts, présents et à venir, sur les femmes et sur leur droit à l'égalité. » s'étonnent-elles.

Les programmes sociaux : des outils essentiels pour les femmes

Les programmes sociaux et les services publics compensent pour l'inégalité des charges sociales supportées par les femmes pour le bien-être de la famille et des communautés et réduisent les discriminations qu'elles subissent. Quand le gouvernement augmente le tarif pour les services de garde, réduit le programme d'aide sociale, d'aide à domicile ou le soutien aux parents, il affecte la capacité des femmes à concilier travail, famille et études. Il pénalise au plan financier les femmes qui assument un rôle d'éducatrice ou de soignante. En procédant à ces coupures et révisions, le gouvernement ne respecte plus ses obligations envers le droit des femmes à l'égalité et à la justice sociale.

Emplois occupés à majorité par des femmes

La perte d'emplois affecte principalement les femmes. Qui travaille comme éducatrice spécialisée dans les écoles? Qui s'occupe de l'aide aux devoirs et de l'aide alimentaire? Qui œuvre dans les commissions scolaires et les agences de santé? En maintien à domicile? En protection de la jeunesse? En santé mentale? Comme infirmière? Il s'agit d'emplois occupés en grande majorité par des femmes qui jouent un rôle essentiel pour la dignité, la santé et le bien-être de la population. En coupant tous azimuts dans ces domaines, le gouvernement fragilise l'accès des femmes à l'emploi tout comme leur autonomie et sécurité économiques.

Le retour au rôle traditionnel dans la famille

Ce n'est pas parce que l'État se désengage des soins, des services sociaux et de l'éducation, que la population en a moins besoin. Les coupes dans les services publics augmentent la charge sur les épaules des femmes. L'histoire a démontré que pour combler ce vide, les familles aisées auront recours à des services rendus par des

travailleuses très mal payées et sans véritables protections sociales. Tandis que les familles à faible revenu tenteront tant bien que mal de combler les besoins en ayant recours au travail gratuit des femmes de leur entourage, malgré les conséquences sur leur santé et leur situation financière.

Les programmes de financement des groupes de femmes

Les groupes de femmes qui offrent un soutien direct aux femmes en difficulté font face à une augmentation considérable de leur charge de travail dans un réseau communautaire qui connaît déjà une diminution ou une stagnation de son financement. Déjà, dans certaines régions, les femmes ayant perdu récemment leur emploi en raison des coupes ont commencé à frapper aux portes des groupes de femmes. Parmi elles, certaines sont privées de l'accès à l'assurance-emploi ou à l'aide sociale. Et ce n'est que le début... Les travailleuses de ces milieux vivent une augmentation de la détresse psychologique alors qu'elles sont appelées à gérer, avec moins de ressources, une situation sociale qui se dégrade.

De plus, le Programme *À égalité pour décider* a été amputé de moitié laissant planer une insécurité pour plusieurs organisations de femmes quant à leur avenir. On les affaiblit exactement au même moment où les intérêts des femmes sont attaqués et qu'elles doivent se porter à leur défense. Les regroupements réitèrent l'importance de préserver les structures en condition féminine (SCF et Conseil du statut de la femme) alors que l'égalité n'est pas atteinte.

Le gouvernement interpellé

Les groupes seront à la mobilisation du 31 octobre prévue par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics pour dénoncer le faux dialogue social et le saccage en cours et pour clamer « L'austérité est un mensonge ».

-30-

Pour information :

Cybel Richer-Boivin, Fédération des femmes du Québec, 514-717-4847, crboivin@ffq.qc.ca

Nathalie Goulet, directrice, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, 514-839-1220

Lydia Assayag, Réseau québécois d'action pour la santé des femmes, 514-222-2731

Manon Monastesse, Directrice, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, 514 242 6354

Source : Les regroupements nationaux des groupes de femmes

- L'Alliance des femmes handicapées du Québec
- L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)

- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)
- Fédération des femmes du Québec (FFQ)
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- Fédération québécoise pour le planning des naissances
- Femmes autochtones du Québec
- L'R des centres de femmes du Québec
- Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ)
- Regroupement Naissance-Renaissance
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- Regroupement québécois des CALACS (centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)
- Relais-femmes
- Réseau québécois d'action pour la santé des femmes
- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec